

LA DROLE DE CAMPAGNE EN MARCHÉ VERS LE TRAVAIL OBLIGATOIRE



Des campagnes électorales présidentielles nous sommes nombreux à en avoir déjà traversées, c'est un moment toujours difficile dans la vie des agent-es de PE car la pression politique s'y fait brutalement ressentir. Pourtant, aujourd'hui, nous sommes unanimes à le dire, ce que nous avons subi durant cette campagne visant à la réélection du président Macron, nous ne l'avions jamais imaginé. PE oubliant toute velléité d'indépendance d'un service public digne et équitable a décuplé ses efforts au service du pouvoir central, mais le plus grand cynisme de l'époque consiste sans doute à considérer cela comme allant de soi, on ne s'en cache plus, mieux on l'affiche, on le revendique : PE est ouvertement au service de la propagande étatique et notre direction en est fière car elle relève le défi ! La preuve en est que dans son discours officiel de candidature (un grand moment de technocratie), entre tous les services publics , c'est bien du personnel de PE que le Président Macron a souhaité souligner l'engagement (à son service ?), la logique gestionnaire tenant lieu désormais d'idéal politique, nous ne nous en étonnerons même pas.

Le banc d'essai du CEJ :

Instinctivement vous êtes nombreux à avoir lutté pour ne pas y aller, jusqu'à en tomber malade pour certain-es d'entre vous. Car le CEJ est un piège dans lequel les combattant-es en théorie les plus aguerris-es de PE ont été choisis-es puis impitoyablement envoyés, certain-es ont même été titularisés-es en contrepartie de leur engagement sur ce dispositif, tellement le recrutement s'est avéré difficile. Prototype du projet mal ficelé, pensé en strates (chaque service de la DG s'étant appliqué à y apporter la sienne la plus complexe possible), personne ne s'est réellement posé la question de sa faisabilité en l'état car il s'agit de la question tabou. Mais au-delà de sa monstrueuse complexité et de ses ramifications obscures, il s'agit avant tout d'un changement de la nature du travail du/ de la conseiller-e : désormais la recherche d'emploi devient en elle-même un travail obligatoire que nous organisons et contrôlons et nous mêlons (sans plus de réserve) la fonction d'aide et de soutien avec celle de censeur (si le travail consistant à rechercher du travail n'est pas fait 20H/semaine, on punit !). Cette logique a un nom, nous devenons des opératrices-trices de contrôle social, très explicitement, ce qui fait regimber nombre d'entre vous entrés-es dans un service public de l'emploi dévolu à aider toutes et tous !

Revenu minimum travail, France Travail :

On sentait confusément (vu l'urgence et la pression) que ce CEJ parachuté en dernière minute avait un rôle à jouer dans la campagne, les masques sont enfin tombés, le projet « en marche » est d'étendre ce fonctionnement coercitif au RSA, puis sans doute à l'ASS, quant au chômeur il n'a qu'à bien se comporter, la réforme de l'assurance chômage est permanente et en période de reprise d'activité la dégressivité, présentée comme incitative, va s'étendre à tous. Sans parler du tentaculaire et omnipotent (redouté à terme) France Travail qui se profile. La sémantique n'est jamais neutre, avoir un emploi s'associe à une idée de droits et de contrat, la contre-partie brutale du travail (quel qu'il soit) dû en échange d'une allocation reçue de la France tape à l'évidence dans un autre registre, la fin sans ambiguïté de la logique solidaire de feu l'assurance chômage et de feu le paritarisme.

Ultralibéralisme et morale paternaliste :

Moderne, voilà ce que le projet gouvernemental n'est en aucun cas ! Passons sur le chiffon rouge des offres non pourvues, du mythe de la flexibilité totale de la main d'œuvre, ces artefacts usés jusqu' à la corde de la pensée libérale qui refuse de comprendre les aspirations et les évolutions de la société actuelle (méconnaissant ainsi dramatiquement les représentations du travail chez les jeunes en particulier). Une fois encore, les cabinets de conseils privés vont pouvoir en faire leurs choux gras. Sur cette mandature ils ont déjà engrangé plus de 40 millions à Pôle Emploi.



France Travail ou un changement de terminologie qui ne sera pas gratuit :

Centrons nous sur le pire : la représentation du travail d'intérêt général comme porteur de dignité, le retour général à la corvée comme marqueur d'une insertion sociale réussie. Donc au 21^{ème} siècle, le projet gouvernemental préfère renvoyer la mère de la famille Poucet ,devenue famille monoparentale, ramasser des fagots dans les bois (au nom de sa dignité) au lieu de considérer que la société est en capacité de lui permettre de s'occuper de ses enfants et que surtout ceci constitue un travail en soi , sans aucun doute plus valorisant et intégrateur que la corvée de buches ou la plonge en horaires décalés. Mme Poucet pour satisfaire aux diktats de l'ultralibéralisme laissera comme autrefois ses enfants seuls, et se demandera à nouveau comment elle va les nourrir ? Puisqu'elle ne sera pas rémunérée davantage mais fera de grosses dépenses pour effectuer des heures de ménage la nuit tombée ou le jour pas levé. Non le projet travail de Mr Macron n'est vraiment pas moderne et il n'est pas non plus émancipateur ! Sombre perspective pour France Travail!